



## **Mémoire de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada**

**Pour les consultations prébudgétaires  
Budget fédéral 2019**

Ottawa, 2 août 2018

## Recommandations

- Que le gouvernement investisse davantage dans le bilinguisme de sa population en bonifiant le financement destiné à l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire en langue française. Qu'il bonifie également les ententes sur les services en français pour mieux appuyer les efforts des provinces et territoires dans l'offre de services aux communautés francophones.
- Que tout nouvel investissement dans un programme gouvernemental développé à l'intention de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes soit assorti d'un volet ciblé vers les communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- Que le gouvernement explore la possibilité d'assortir certains programmes fédéraux, dont les fonds transitent habituellement par les provinces, les territoires ou les municipalités, d'un volet francophone dévolu directement aux organismes et institutions des communautés.
- Que le gouvernement mette en œuvre les recommandations du Groupe directeur sur la co-crédation d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, et qu'il appuie les organismes des communautés francophones et acadiennes pour qu'ils puissent participer pleinement à cette stratégie.

## Introduction

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada est la voix nationale de 2,7 millions de Canadiens et de Canadiennes d'expression française vivant en situation minoritaire dans neuf provinces et trois territoires.

Présentes dans toutes les régions du pays, nos communautés créent, innovent et génèrent de la richesse en français. Année après année, la FCFA présente au Comité permanent des Finances, des recommandations pour accroître la contribution et l'impact de nos communautés sur la compétitivité du Canada. La Fédération est heureuse de constater que plusieurs des recommandations de son mémoire de 2017 ont été intégrées au nouveau *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023*. Ce dernier inclut une augmentation significative des investissements directs aux communautés et aux OSBL qui créent et animent la vie en français.

### **L'effet levier : bâtir sur les investissements du Plan d'action**

Pour la première fois en plus de dix ans, le gouvernement du Canada a ciblé directement les organismes et institutions des communautés francophones et acadiennes comme priorité d'investissement dans le nouveau *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023*. Et pour cause : s'il existe des possibilités de vivre en français à l'extérieur du Québec, c'est en très grande partie grâce aux quelque 100 centres communautaires et culturels partout au pays ; aux plus de 700 écoles qui accueillent chaque année quelque 160 000 élèves ; aux 21 institutions postsecondaires bilingues et de langue française, aux 16 réseaux de développement de services de santé en français, aux 13 réseaux en immigration francophone et aux nombreux organismes francophones locaux.

Outre leur rôle dans la création et le maintien d'un espace social et économique francophone, ces organismes font partie d'un secteur reconnu pour ses impacts en matière de missions sociales, culturelles et environnementales, de création d'emploi et de contribution à la croissance économique.

Comme l'indique l'économiste en chef pour le secteur des organismes sans but lucratif à Imagine Canada, le secteur des OSBL emploie quelque 2 millions de personnes et compte pour une partie plus importante du produit intérieur brut que l'industrie de l'automobile ou la foresterie.<sup>1</sup>

Ce secteur est aussi responsable d'une grande part de l'innovation, de la créativité et de l'efficacité en matière de prestation de services au pays. C'est vrai également pour les

---

<sup>1</sup> Emmett, Brian, blogue, 13 février 2017, <http://www.imaginecanada.ca/fr/blog/le-d%C3%A9ficit-social-notre-t%C3%A9moignage-au-caucus-ouvert-du-s%C3%A9nat>

organismes et institutions de nos communautés : entre 2005 et 2018, ces derniers ont dû composer à la fois avec un gel d'investissements fédéraux et une augmentation substantielle de la population francophone et francophile, et donc une augmentation de la demande pour des services et des activités en français.

Les sommes investies dans le nouveau *Plan* permettront un rattrapage qui s'imposait depuis nombre d'années. Toutefois, il s'agit bel et bien d'un rattrapage et non pas d'un élan à long terme. Si l'appui aux OSBL des communautés se limite aux investissements du *Plan d'action*, on retrouvera, à terme, les mêmes grands défis qui ont caractérisé la dernière décennie. C'est pourquoi il sera nécessaire pour le gouvernement de prévoir une indexation de ses investissements pour maintenir la capacité d'action et d'innovation à moyen et à long terme.

### **Comblé certains déficits du *Plan d'action***

Le gouvernement a choisi d'investir dans les organismes et institutions des communautés et c'était très nécessaire. Cependant, deux volets importants, soit ceux des ententes fédérales-provinciales-territoriales en éducation et en services en français, doivent aussi être bonifiés pour assurer une pleine participation des francophones et des francophiles à la croissance économique et à la compétitivité du Canada.

Compte tenu de l'importance pour le Canada de diversifier ses partenaires commerciaux à l'international, il nous semble essentiel de miser sur les atouts qu'offre une population bilingue et multilingue. Le Conference Board du Canada a d'ailleurs confirmé dans une étude réalisée en 2013 pour le compte du Réseau d'employabilité et de développement économique (RDÉE) et de la Corporation d'employabilité et de développement communautaire (CEDEC) que la connaissance du français au Québec et au Nouveau-Brunswick avait grandement favorisé les échanges commerciaux avec les pays francophones.<sup>2</sup> En se donnant des cibles pour augmenter le bilinguisme chez les Canadiens et Canadiennes et pour ramener le poids démographique des francophones à l'extérieur du Québec à 4 % d'ici 2036, le gouvernement reconnaît le potentiel économique et culturel d'une population plus bilingue.

De plus, plusieurs des services dont les citoyens et citoyennes bénéficient sont de responsabilité provinciale et territoriale. Il est important que ces services soient aussi accessibles en français pour élargir les milieux de vie bilingues partout au Canada. À cet

---

<sup>2</sup> Communiqué conjoint RDÉE, CEDEC, *Selon une étude du Conference Board du Canada - La connaissance des langues officielles : un atout pour l'économie canadienne!* 19 juin 2013, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/selon-une-etude-du-conference-board-du-canada---la-connaissance-des-langues-officielles--un-atout-pour-leconomie-canadienne-512610191.html>

effet, le gouvernement fédéral doit appuyer davantage les provinces et territoires dans leurs efforts à cet égard.

Pour ces raisons, et à condition que les provinces et territoires seront ouverts à travailler avec leurs communautés francophones et à rendre des comptes pour les investissements fédéraux reçus, la FCFA recommande que **le gouvernement investisse davantage dans le bilinguisme de sa population en bonifiant le financement destiné à l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire en langue française. Qu'il bonifie les ententes sur les services en français pour mieux appuyer les efforts des provinces et territoires dans l'offre de services aux communautés francophones.**

### **Intégrer une lentille francophone aux initiatives et programmes fédéraux...**

Les investissements du *Plan d'action pour les langues officielles* touchent plusieurs institutions fédérales et secteurs-clés du développement de nos communautés. Cependant, le *Plan* ne peut être l'alpha et l'oméga des engagements du gouvernement fédéral en matière d'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Année après année, le gouvernement investit dans une variété de programmes et d'initiatives – que ce soit pour l'amélioration des infrastructures, la formation et l'acquisition des compétences essentielles, l'établissement des immigrants et des immigrantes, ou le soutien à la petite enfance et aux familles – qui partagent un même but : appuyer les Canadiens et les Canadiennes de divers horizons afin qu'ils puissent participer à la croissance économique du pays.

Toutefois, le seul fait qu'un programme fédéral soit ouvert à toute la population ne signifie pas pour autant qu'il produise des retombées pour les communautés francophones en situation minoritaire. Les fonds investis dans la Stratégie emploi jeunesse par le budget fédéral 2016 en ont fait la démonstration : à l'été 2016, seulement 62 des 40 000 emplois promis avaient été accordés à des jeunes des communautés francophones et acadiennes. Il a fallu que le gouvernement annonce des mesures spécifiques en emploi jeunesse pour nos communautés pour corriger cette situation.

C'est pourquoi la FCFA recommande que **tout nouvel investissement dans un programme gouvernemental développé à l'intention de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes soit assorti d'un volet ciblé vers les communautés de langue officielle en situation minoritaire.** Cette recommandation s'arrime très bien à l'approche annoncée par le gouvernement en ce qui a trait aux bénéficiaires de projets de grandes infrastructures publiques, qui devront désormais prendre en considération les impacts

sociaux et économiques dans les collectivités et examiner les possibilités de formation et de création d'emplois pour les groupes sous-représentés<sup>3</sup>.

### **...et aux investissements fédéraux transférés aux autres gouvernements**

Le gouvernement fédéral transfère aux gouvernements provinciaux et territoriaux des sommes importantes dans des domaines comme la santé, la formation, l'emploi ou les infrastructures. Ces transferts ont pour objectif d'assurer que les Canadiens et les Canadiennes obtiennent des services équivalents, peu importe où ils habitent au pays.

Ces fonds produisent-ils des retombées équivalentes pour les francophones en termes de services dans leur langue? Cela dépend de la volonté de chaque province et territoire de se préoccuper de sa minorité linguistique, et cette volonté n'est ni constante ni uniforme.

C'est encore plus le cas lorsque les investissements fédéraux transitent par les municipalités. Il est difficile pour les francophones d'influencer les décisions lorsqu'ils ne représentent que 3 ou 4 % de la population, même quand ils sont concentrés dans un quartier ou un secteur d'une municipalité.

À l'automne 2016, la FCFA a recommandé qu'Infrastructure Canada crée, à même les fonds du plan d'infrastructure du Canada, une enveloppe réservée aux communautés francophones en situation minoritaire. Cette enveloppe serait administrée dans le cadre d'un partenariat fédéral-communautés et s'appliquerait aux endroits où les francophones ne sont pas en mesure d'influencer les priorités municipales.

La FCFA recommande donc **que le gouvernement explore la possibilité d'assortir certains programmes fédéraux, dont les fonds transitent habituellement par les provinces, les territoires ou les municipalités, d'un volet francophone dévolu directement aux organismes et institutions des communautés.**

### **Appuyer la capacité des communautés francophones en matière d'innovation sociale**

Récemment, le gouvernement du Canada a investi dans une réflexion sur l'innovation sociale et la finance sociale comme réponse à une variété de problèmes sociaux. Le gouvernement a créé le Groupe directeur sur la co-création d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, qui s'apprête à présenter au ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, ainsi qu'à la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, des recommandations quant aux

---

<sup>3</sup> Infrastructure Canada, *Le gouvernement du Canada encourage les avantages communautaires découlant des projets d'infrastructure*, communiqué, 22 juin 2018, <https://www.canada.ca/fr/bureau-infrastructure/nouvelles/2018/06/le-gouvernement-du-canada-encourage-les-avantages-communautaires-decoulant-des-projets-dinfrastructure.html>

démarches et investissements nécessaires pour permettre aux OSBL et aux organismes de bienfaisance de participer pleinement au virage de l'innovation sociale.

Plusieurs des enjeux visés par cette approche recourent des défis qui se vivent dans les communautés francophones et acadiennes. Par exemple, le taux de francophones faiblement alphabétisés dans certaines régions du pays est particulièrement élevé comparativement à la majorité. Par ailleurs, une étude réalisée par Patrimoine canadien montre que dans certaines régions, les francophones sont moins nombreux que leurs concitoyens de la majorité à détenir un diplôme d'études postsecondaires.

Pour cette raison, la FCFA recommande **que le gouvernement mette en œuvre les recommandations du Groupe directeur sur la co-crédation d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale et qu'il appuie les organismes des communautés francophones et acadiennes pour qu'ils puissent participer pleinement à cette stratégie.**

## Conclusion

Les données économiques sur les OSBL et les organismes de bienfaisance sont, au mieux, fragmentaires, particulièrement en ce qui concerne la francophonie en milieu minoritaire. C'est d'ailleurs une faille qu'il faut absolument combler pour mieux intégrer ce secteur dans le portrait et les prévisions économiques du Canada.

Cependant, les données disponibles montrent que les communautés francophones et acadiennes ont accru leur productivité et leur contribution à l'économie canadienne entre 1996 et 2011<sup>4</sup>. Le gouvernement a reconnu la valeur de cette contribution en misant en priorité sur les organismes et institutions de nos communautés dans le *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023*. C'est un bon pas en avant, mais il faut plus pour donner un nouvel élan à la dualité linguistique canadienne et s'assurer que les minorités francophones sont, autant que le reste des Canadiens et des Canadiennes, en position de contribuer pleinement à l'essor économique du pays.

---

<sup>4</sup> Équipe de recherche, Direction des langues officielles, ministère du Patrimoine canadien, Profils socio-économiques Canada 1996-2011, novembre 2017